

moi,— alors nous devons faire les deux. On prétend souvent à titre d'excuse que nous sommes un petit pays. Nous ne sommes pas un si petit pays que cela. Toutefois, nous n'avons pas l'habitude de le dire. Nous disons même souvent que nous sommes très grands. Nous affirmons être la troisième ou quatrième nation commerçante du monde, ce qui est, d'ailleurs, vrai. En outre, notre exemple ne manquerait pas d'avoir de grandes conséquences aux États-Unis. Nous avons toutes raisons de croire que ceux-ci prendront de nouvelles mesures à l'égard du problème. Une initiative supplémentaire de notre part ne manquerait pas d'avoir des effets considérables.

Personne ne niera que ces trois arguments sont valables. Personne, j'en suis certain, ne contestera l'argument humanitaire, l'argument politique ou l'argument économique. En ce qui concerne l'argument politique, je tiens à donner lecture d'une petite phrase que j'ai oubliée. J'ai ici un article de Malcolm Macdonald de retour récemment de l'Inde où il a durant des années rempli les fonctions de représentant Britannique. Il parle de l'Inde et d'autres nations d'Asie, qu'il décrivait comme n'ayant pas pris position. L'article contient, entre autres, le passage suivant:

Dans l'intérêt du monde libre, il est essentiel que ces pays ne se laissent pas glisser du côté communiste. La question n'est pas décidée. Il n'est pas certain, à l'heure actuelle, que les pays asiatiques qui n'ont pas encore pris position se rapprocheront du camp occidental, ou deviendront communistes, ou resteront strictement des «non ralliés». Si l'Occident ne fait pas preuve de toute la compréhension qu'il faut à leur égard et ne leur accorde pas suffisamment d'aide, ils se laisseront glisser dans les bras communistes qui se tendent vers eux pour les accueillir par une étreinte amicale, qui, peut-être, les étranglerait.

Dans un cas comme dans l'autre, l'équilibre des puissances politiques dans le monde peut être profondément atteint.

Reste donc à savoir, non pas si nous admettons ces arguments, mais si nous les prenons au sérieux, si nous sommes prêts à agir dans le sens indiqué. Peut-être règne-t-il, à l'étranger, un esprit différent. Peut-être montrerons-nous, peu à peu, l'audace et l'imagination que souhaite le président de la Banque Impériale. Peut-être allons-nous également prendre au sérieux ces paroles du premier ministre:

L'aide économique aux pays sous-développés est une nécessité importante et elle s'impose, si l'on veut sauvegarder la liberté dans le monde.

Si mon argument est juste,—et je m'en tiens à ceux qui ont beaucoup réfléchi au problème,—je dirai qu'il ne faut pas manquer l'occasion qui se présente. On se demandera peut-être si nous pouvons nous le permettre. J'emploierai l'argument avancé en 1946 lorsque nous examinions l'opportunité d'accorder

un prêt d'un milliard de dollars à la Grande-Bretagne. On a prétendu qu'il ne s'agissait pas de savoir si nous pouvions nous permettre de le faire, mais plutôt de savoir si nous pouvions nous permettre de ne pas le faire. Ce raisonnement a alors remporté un succès triomphal.

Je terminerai en disant que nous ne saurons laisser tout au gouvernement. Il faut que l'opinion publique appuie le gouvernement. L'autre soir, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Green), à une réunion à Toronto, a dit qu'il trouvait très peu d'indices de soutien de la part de l'opinion publique à l'égard de ce qui a déjà été fait. Je demande à ceux qui façonnent l'opinion publique, c'est-à-dire les églises, les universités, les syndicats ouvriers, les chambres de commerce, l'Association des manufacturiers canadiens, les organismes agricoles, de réfléchir à ces choses, d'en arriver à des conclusions, puis d'agir en conséquence. On ne saurait laisser tout au gouvernement. Je termine par les paroles qu'a prononcées un jour lord Lothian, que Churchill a qualifié de plus grand ambassadeur aux États-Unis, et qui a déjà dit, dans un discours prononcé aux États-Unis:

En démocratie, la responsabilité retombe sur les épaules de chacun d'entre nous.

Je dis donc à la population du Canada d'accepter ce jugement et d'agir en conséquence.

**L'hon. Paul Martin (Essex-Est):** Comme nous en sommes au dernier jour du débat sur le budget, d'après notre Règlement, il serait juste de dire, je crois, qu'une bonne part des critiques formulées contre le budget par l'opposition libérale ont été confirmées par celles des sociétés constituées en corporation, des particuliers et des institutions du pays. L'autre jour, je recevais à mon bureau un bulletin de nouvelles renfermant les vues d'une société d'investissement bien connue de Montréal, la *Jones Howard & Company*. Ce bulletin, intitulé «Perspectives de l'économie canadienne», était daté du 12 janvier 1961. A la page 2, voici ce qu'il renferme à propos du petit budget:

Il est étrange que le budget de décembre ne renferme presque pas de mesures visant à combattre le chômage, qui pourrait bien atteindre 12 p. 100 de la main-d'œuvre au cours de l'hiver de 1961. A cet égard, il s'agissait donc d'un «budget d'urgence dénué de mesures d'urgence» et, dans les circonstances, difficile à rationaliser.

Puis, à la page 3 de cette intéressante analyse de l'économie de la nation, au deuxième alinéa, on signale:

Le budget a soulevé beaucoup plus de questions qu'il n'en a réglé. Il est loin d'avoir exercé un effet stabilisateur sur le marché des obligations, nombre de capitalistes étrangers considèrent les